

Le capitalisme se porte bien, merci



Illustration Hector De La Vallée pour Télérama

Par Vincent Remy

Avec le tout-numérique et la spéculation débridée, les contours du système économique dominant le monde sont devenus flous. Quatre ouvrages récents en analysent les rouages. Et alertent sur son dangereux regain de vitalité.

Au tournant du millénaire, le capitalisme semblait s'être éclipsé. Des discours, du moins. On parlait de néolibéralisme et de mondialisation, thuriféraires et détracteurs s'affrontaient. Aujourd'hui, les autocrates sont partout, de Donald Trump à Vladimir Poutine, de Javier Milei à Xi Jinping, de Recep Tayyip Erdoğan à Benyamin Netanyahu... et tous s'inscrivent dans le capitalisme et le nationalisme. Alors que montent les périls climatiques, une folie guerrière s'empare de la planète. Économistes, sociologues, historiens sortent d'excellents livres, et de quoi parlent-ils ? Du capitalisme ! Car l'éléphant est dans la pièce, seul de son espèce à se porter bien...

En point de départ de son Manuel de management décomplexé, Anthony Galluzzo, chercheur et maître de conférences à l'université de Saint-Étienne, constate ainsi que le concept de « fétichisme de la marchandise », énoncé par Karl Marx dans *Le Capital* (1867), n'a jamais été aussi pertinent : « Exposés dans les vitrines, sublimés par le merchandising, acheminés à une vitesse inédite d'un bout à l'autre de la planète et apparaissant comme par enchantement dans nos boîtes aux lettres, nos objets semblent désormais totalement détachés du travail humain qui les a façonnés. » Cette « invisibilisation » du travail est le fruit d'un demi-siècle de délocalisation. Fuyant des usines syndiquées et l'État social, le capital a trouvé ailleurs les conditions du surprofit, en absorbant « de vastes réserves de main-d'œuvre exploitable à bas coût ».

De multiples innovations technologiques (conteneur métallique et méga cargo, accélération « des flux informationnels, financiers et logistiques ») ont facilité la migration des chaînes de production. La création, en 1994, de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et les accords de libre-échange ont renforcé la mobilité du capital, qui a pu « reprendre l'ascendant sur la classe ouvrière ». Les entreprises recherchent désormais moins un résultat comp-

table positif que la création de valeur apte à « satisfaire l'appétit de leurs actionnaires ». Beaucoup ne produisent plus rien, ne détiennent que des bureaux, deviennent de simples marques accaparées par leur storytelling : « Lorsque, en magasin, Nike vend une paire de chaussures 150 dollars et Apple un iPhone 500 dollars, seulement 1 à 2 % de cette somme revient au fabricant vietnamien ou chinois. »

Anthony Galluzzo adopte un procédé d'écriture provocateur : celui d'un consultant fictif prodiguant ses conseils à un investisseur. Il n'invente rien, puise dans une myriade d'études de terrain. Les pratiques qu'il décrit sont « institutionnalisées et banales ». Et effarantes. Ainsi recommande-t-il de privilégier « les pays disposant de larges surplus de main-d'œuvre ». La Chine a bâti son développement fulgurant sur l'exploitation des paysans migrants, les mingong (littéralement, « paysans-ouvriers »), jamais dotés d'un hukou, sorte de passeport urbain, et donc maintenus dans une extrême précarité.

Bien d'autres pays sont tout aussi favorables à l'exploitation humaine, en témoignent les indices de compétitivité publiés par des think tanks libéraux et autres institutions financières. Galluzzo décrit le management despotique, le « taylorisme sanguinaire », celui du Taïwanais Foxconn (qui fabrique l'iPhone), dont les usines affichent les mantras de son pdg, Terry Gou : « Ceux qui endurent le plus sont ceux qui réussissent le mieux ; souffrance est synonyme de croissance. » Agents de sécurité, fenêtres grillagées, vidéosurveillance, contrôles d'identité assurent l'opacité : « Les grandes marques ne tiennent pas à ce que l'on voie où et dans quelles conditions se fabriquent leurs produits. » Beaucoup choisissent plutôt le contrôle hégémonique, qui vise « à faire consentir les travailleurs à leur propre exploitation ». Les employés de l'entreprise deviennent les membres d'une famille qui se doivent d'être solidaires « face aux forces implacables du marché ».

Expansionniste par nature, le capitalisme, conclut Galluzzo, ne cesse de bouleverser les rapports de production, instaurant un dumping social permanent entre les pays. Les multinationales ont le pouvoir de s'éclipser. Fort de ce brillant parcours planétaire, le chercheur s'éclipse lui aussi, en concluant sur ce conseil ironique : « En tant que capitaliste, il vous faut lutter de toutes vos forces contre toute forme de socialisme. »

À LIRE

Manuel de management décomplexé. L'art capitaliste de discipliner le travail, d'Anthony Galluzzo, éd. La Découverte, 272 p., 21,50 €.

Le Problème à trois corps du capitalisme. Sur la gestion autoritaire du désastre (et les moyens de lui faire face), de Romaric Godin, éd. La Découverte, 320 p., 22 €.

Politiques de la rareté. Des origines du capitalisme à la crise écologique, de Fredrik Albritton Jonsson et Carl Wennerlind, traduit de l'anglais (États-Unis) par Céleste Haller, éd. Flammarion, 480 p., 25,50 €.

Le Monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVIe -XXIe siècle), d'Arnaud Orain, éd. Flammarion, 368 p., 23,90 €.

Le capitalisme a imposé sa logique sur la planète, «une raison pour y voir un moteur central du chaos actuel ».

Romarc Godin, journaliste économique

Dans *Le Problème à trois corps du capitalisme*, le journaliste économique Romarc Godin semble prendre le relais. Lui aussi convoque Marx et la grande avancée conceptuelle dont fit preuve le penseur allemand, en pleine émergence du capital industriel : non, les rapports de production capitalistes ne sont pas des catégories éternelles, ils sont le produit de conditions historiques. En faisant du capital la force motrice de la société, le capitalisme a induit un besoin infini d'accumulation. Deux siècles après son émergence, il a imposé sa logique sur l'ensemble de la planète, «une raison suffisante pour y voir un moteur central du chaos actuel ».

Le point de départ de Romarc Godin est un article de trois chercheurs britanniques décrivant un « trilemme », problème à trois entrées insolubles : crise économique, sociale, écologique. Cette dernière, la plus dangereuse, «a déchaîné des forces dépassant le capital lui-même ». Dans la théorie économique dominante, chaque crise est l'occasion « d'apurer les excès du passé et de faire repartir de plus belle l'accumulation ». Mais, constate Godin, le rythme d'accumulation du capital ralentit depuis un demi-siècle — Marx parlait de « la baisse tendancielle du taux de profit ». Une économie de service, par exemple, est peu productive. Au sommet de l'improductivité, la finance : « Le secteur financier ne se rémunère que de la part du capital créée par un secteur de l'économie réelle, qu'il capture sous la forme d'intérêt ou de plus-value boursière. » La finance peut multiplier les effets spéculatifs, mais ceux-ci ne deviennent réels que si, in fine, se développe une activité productive. Ce qui tarde avec l'intelligence artificielle. Ainsi, valorisée à 500 milliards de dollars, record mondial, Open AI n'engendre que très peu de bénéfices. Et si l'IA parvenait à automatiser les emplois de service ? «Le capitalisme ne gagnerait qu'un sursis, avec une technologie de contrôle plus que de production, et donc des gains limités. »

Dès lors que le capitalisme ne peut plus compter sur une dynamique de productivité pour créer de la valeur, le stock de dettes de l'économie mondiale explose. Selon le FMI, la dette totale, privée et publique, qui équivalait dans les années 1960 au PIB mondial, lui est aujourd'hui trois fois supérieure. Le carburant du régime de croissance affaibli s'appelle... la rente. Après la crise de 2008, les rachats massifs de titres par les banques centrales ont donné le pouvoir aux gestionnaires d'actifs : « Professionnels de la rente, ils construisent une économie à leur image », privilégiant les géants de la tech. La dépendance aux plateformes contraint les autres secteurs de l'économie à réduire investissements et salaires et... à recourir au soutien des États. Lesquels changent de nature, cherchant à « contrôler des territoires, des routes commerciales, des zones de production et des

technologies ». Conséquence logique de ce « capitalisme d'État », la dépense militaire puis la guerre se chargent d'amplifier la crise environnementale.

Marx avait théorisé la relation de l'homme à la nature, constatant avec le capitalisme une « rupture métabolique » — l'appropriation de la nature ne se faisant plus au service des besoins humains, mais à celui du capital. Pour autant, il ne remettait pas en cause le progrès né de la croissance. Or, constate Godin, la société capitaliste est incapable d'une prise de conscience. La notion de « croissance verte » montre la permanence de l'impératif d'accumulation : « En prenant le contrôle des rapports humains, le capital empêche toute réflexion sur les besoins. » Rappelant la thèse de Guy Debord — les nouveaux besoins créés par le capital prennent toujours la forme de la survie —, Godin constate que « nul ne saurait désormais vivre sans un téléphone portable ou un accès à Internet, devenus en apparence aussi essentiels que la nourriture, l'eau ou le sommeil à la vie humaine ». Bientôt, ceux qui renonceront à l'intelligence artificielle générative seront projetés « dans une vie dégradée ».

Ces dernières décennies, constate Godin, le néolibéralisme est devenu un « étatsisme technosolutionniste ». La démocratie devient de moins en moins utile au capital. Pis : une entrave. « Les grandes figures de ce nouveau capitalisme d'État sont soit des capitalistes, comme Donald Trump, soit des parrains de clans dominant des pans entiers de l'économie nationale, comme Recep Tayyip Erdoğan ou Vladimir Poutine, soit des représentants d'un parti-entreprise produit du capitalisme d'État soviétisé, à l'image des dirigeants chinois ou vietnamiens. »

On peine à voir une porte de sortie à cette domination du capital, mondiale mais aussi ancrée en nous, écrit Romaric Godin. Il l'imagine pourtant, rappelant la phrase du cardinal de Retz, au milieu du xvii^e siècle : « Ce qui cause l'assoupissement dans les États qui souffrent est la durée du mal, qui saisit l'imagination des hommes, et qui leur fait croire qu'il ne finira jamais. » Un siècle plus tard, la Révolution française mettait à bas un monde vieux d'un millénaire.

C'est justement à cette quête historique que se livrent deux chercheurs américains, Fredrik Albritton Jonsson et Carl Wennerlind, dans *Politiques de la rareté*. L'économiste et historien Arnaud Orain, qui préface ce livre — et publie parallèlement *Le Monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude* — rappelle la longue lignée de penseurs « finitistes », de Jean-Jacques Rousseau à Dorothy et William Wordsworth, qui nous ont invités « à travailler sur nos besoins, nos désirs et nos comportements ». Les deux Américains sont catégoriques : « Sans le recul de la perspective historique, nous courons le risque de prendre pour vérité universelle et intemporelle ce qui se révèle être une posture idéologique. » Ils rappellent qu'à l'orée du capitalisme un certain John Stuart Mill (1806-1873), féministe avant l'heure, soucieux de justice sociale, invitait déjà « à viser le bien général de la communauté ». Se pourrait-il que le capitalisme, qui détruit et compromet toute vie sur Terre, ne soit qu'une parenthèse de l'Histoire, et qu'elle se referme ?